

## Le gouvernement Hollande-Valls contre les services publics et les statuts

Le gouvernement Hollande-Valls vient de faire voter sa « réforme » ferroviaire. Les faits sont là ! Quels que soient les amendements présentés et votés par l'Assemblée nationale, c'est une loi d'éclatement de la SNCF en trois entités, remettant en cause le statut des cheminots ! Et cette loi a pour seul objectif de répondre à l'Union européenne exigeant que soient prises en France « des mesures pour ouvrir le marché du transport de passagers à la concurrence avant 2019 ».

### Et c'est comme cela dans tous les domaines !

Avec son projet de loi de réforme territoriale, c'est 12 à 25 milliards d'euros que le gouvernement veut prélever, chaque année sur les ressources des collectivités territoriales !

Que resterait-il des prestations sociales (RMI, RSA, APA, allocation handicapés...) versées par les départements ? Que resterait-il des services publics assurés par les communes ?

Avec l'éclatement de la République, c'est celui de l'école : la « réforme des rythmes scolaires » Peillon-Hamon que le gouvernement veut imposer aux enseignants, aux parents et aux élus qui la rejettent, c'est la territorialisation de l'école, c'est-à-dire l'éclatement de l'Education nationale.

Et c'est un gouvernement qui n'a pas obtenu plus de 6 % des électeurs inscrits, frappé d'illégitimité, tout comme le sont l'Union européenne et sa politique, qui ose porter ces coups contre la classe ouvrière et la démocratie !

Qu'après avoir menacé le droit des cheminots à la grève il envisage, aujourd'hui, de recourir aux ordonnances pour imposer l'austérité budgétaire, suffit à montrer jusqu'où il est prêt à aller au compte des patrons et de l'Union européenne.

➤ **Les cheminots** qui, par la grève unie et malgré toutes les pressions, malgré la monstrueuse campagne de presse, ont affirmé qu'ils refusaient l'éclatement de la SNCF, sa privatisation et la remise en cause de leur statut, **ont raison.**

➤ **Les enseignants** qui, avec leurs organisations syndicales et les parents exigent le retrait du décret Peillon-Hamon territorialisant l'école publique, **ont raison.**

➤ **Les élus et les citoyens** qui refusent la « réforme territoriale » et la disparition des départements finançant les prestations sociales **ont raison.**

Comme ont raison tous ceux qui combattent pour bloquer le « pacte de responsabilité » du gouvernement et les coups meurtriers dictés par l'Union européenne, tous ceux qui combattent pour la reconquête des droits et de la démocratie.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant  Je souhaite adhérer

Je souhaite être informé de la date et du lieu de la prochaine assemblée-débat organisée par le POI

Nom, prénom : ..... Adresse : .....

Code postal : ..... E-mail : .....

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris